

La jeunesse ouvre la voie : tous en lutte vers le 17 octobre !

Depuis plusieurs semaines, un mouvement lycéen d'une ampleur exceptionnelle mobilise dans tout le pays. Des classes moins chargées, plus d'enseignants et de personnels, des conditions d'étude dignes, la fin des journées 8h-18h et l'abolition de Parcoursup : **leurs revendications sont légitimes et nous les soutenons. Au-delà de ces revendications s'exprime aussi une colère plus profonde face à l'avenir promis à cette jeunesse : crise climatique, précarité, austérité et militarisation.**

Réprimer, disperser, diviser

Face à cette mobilisation, le gouvernement a choisi une **répression féroce, d'une ampleur qui dépasse déjà celle connue pendant le mouvement des Gilets jaunes**. Plus de 6 500 interpellations en quelques jours. Une main arrachée à 15 ans, un œil perdu à 16 ans, une double fracture de la mâchoire à 14 ans : **l'État fait la guerre aux enfants !**

La suspension des grenades de désencerclement ne suffit pas. **Nous exigeons le désarmement complet des forces de police face aux jeunes mobilisés, la libération de tous les lycéens interpellés et l'abandon de toutes les poursuites et sanctions.**

À la répression policière s'ajoute **la fermeture des lycées** : comme les fermetures patronales contre les grèves, fermetures et distanciel visent à disperser les mobilisés et empêcher leur organisation. Le gouvernement annonce dans le même temps sa « démocratie lycéenne » tandis que les pressions sur les personnels soutenant leurs élèves se multiplient. **Après avoir réprimé, le gouvernement tente de disperser et reprendre la main sur le mouvement.**

Nous refusons la criminalisation du mouvement et la division entre « bons lycéens » et « casseurs », largement entretenues dans le débat politique et relayées par les médias bourgeois pour justifier la répression. On ne met pas sur le même plan les actes de jeunes de 15 ans et la violence organisée de l'État. Et on ne donne pas de leçons de pacifisme à des jeunes confrontés à de profondes violences sociales.

Mais malgré la répression, les lycéens ne cèdent pas. Par leur courage, leur détermination et leur capacité à étendre le mouvement, ils bousculent la résignation et montrent la voie à tout le mouvement social !

Lycéens, étudiants, travailleurs : étendons la jonction

Les premières jonctions sont déjà là. Des enseignants et AED ont formé des chaînes pour protéger leurs élèves. Au Havre, des raffineurs et d'autres travailleurs ont fait de même. À Toulouse, face aux fermetures, **l'université du Mirail a ouvert ses portes aux lycéens pour leur permettre de tenir une AG et de structurer leur mouvement.**

Le 6 octobre a marqué une nouvelle étape : plusieurs organisations syndicales de l'Éducation ont appelé à la mobilisation et à la grève, rejointes notamment par notre Fédération CGT des Sociétés d'études, contribuant à des manifestations massives réunissant des centaines de milliers de lycéens, étudiants et travailleurs.

Comme en 1968 ou en 1995, l'entrée massive des travailleurs peut déplacer le rapport de force sur le terrain décisif de la production. À Toulouse, cela donne une responsabilité particulière aux travailleurs, notamment ceux de l'aéronautique et du spatial, poumon économique de l'agglomération, **toutefois on ne construira pas le rapport de force nécessaire sans l'ensemble des travailleurs.**

17 octobre : à une mobilisation nationale, une réponse nationale des syndicats !

La colère des lycéens rejoint une colère sociale plus profonde contre l'austérité, la vie chère et la dégradation des services publics, pendant que des milliards sont consacrés aux aides au patronat et à la militarisation.

« Aujourd'hui c'est pour nous, le 17 c'est pour nos parents », résumait un lycéen. **Ces colères commencent à se cristalliser autour des appels à manifester apparus sur les réseaux sociaux.**

L'expérience des Gilets jaunes doit nous servir : quand une colère populaire surgit en dehors du mouvement syndical, **le mouvement ouvrier doit aller à sa rencontre, y élargir ses revendications et** construire la convergence des colères, sans laisser l'extrême droite les détourner contre les immigrés et les plus pauvres.

À une mobilisation nationale doit répondre une mobilisation nationale du mouvement syndical : nous appelons nos structures fédérales, interprofessionnelles et confédérales de la CGT à **construire le 17 octobre et l'entrée des salariés dans la mobilisation, notamment par la grève.** La colère qui s'exprime aujourd'hui ne peut attendre le 5 novembre !

Lycéens, étudiants, travailleurs, privés d'emploi, retraités : amplifions la mobilisation et construisons ensemble le rapport de force !